

Observatoire de la prospective internationale de défense

Rapport trimestriel N° 7 - Juillet 2014



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

futuribles
Veille, prospective, stratégie


IRIS
INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES
ET STRATÉGIQUES


CEIS

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Éditorial | p. 3 |
| Sélection trimestrielle | p. 4 |
| • Afrique du Sud | p. 4 |
| • Allemagne | p. 4 |
| • Australie | p. 6 |
| • Brésil | p. 8 |
| • Canada | p. 8 |
| • Chine | p. 9 |
| • États-Unis | p. 12 |
| • Inde | p. 16 |
| • Royaume-Uni | p. 18 |
| Autres publications | p. 21 |
| Focus | p. 26 |
| • Canada / Australie | p. 26 |
| <i>L'Avenir de l'Asie. Forces de changement et surprises potentielles</i> | |
| • États-Unis | p. 29 |
| - <i>Citizen-Soldiers in a Time of Transition: The Future of the U.S. Army National Guard</i> | p. 29 |
| - <i>Russia after Putin</i> | p. 32 |

Éditorial

En octobre 2002, aux États-Unis, un jeune sénateur de l'Illinois s'opposait à une intervention américaine en Irak, arguant qu'une telle opération militaire pourrait avoir pour conséquences d'attiser les tensions et les facteurs de conflit dans le pays, et de déstabiliser, potentiellement, l'ensemble de la région. Douze ans plus tard, devenu président des États-Unis, Barack Obama, qui a engagé le retrait des troupes états-uniennes d'Irak, observe avec inquiétude, comme le reste de la communauté internationale d'ailleurs, l'embrassement progressif de l'Irak et l'intensification des tensions au Moyen-Orient.

Malgré la diversité des thématiques abordées dans les travaux recensés dans ce nouveau rapport de l'Observatoire de la prospective internationale de défense, et bien qu'absente de ce document, la question irakienne pourrait être un fil conducteur indirect à deux thèmes présents dans ce rapport : les ressources stratégiques et la question générale de l'après-crise. Le thème des ressources stratégiques est une constante dans les travaux recensés par l'Observatoire. Il représente un objet de prospective privilégié et traditionnel, qui fait l'objet, dans ce rapport, de nombreux travaux issus notamment de pays du Sud (Afrique du Sud, Inde, Chine). En revanche, le thème « penser l'après-crise », c'est-à-dire, d'une certaine manière, penser le jour d'après la fin d'une négociation ou d'une intervention militaire, est une problématique moins présente, que l'on retrouve principalement, dans le cadre des travaux de l'Observatoire, dans les pays occidentaux — notamment aux États-Unis. Dans ce rapport, cette thématique est envisagée pour réfléchir à ce qui se passerait si les négociations sur le nucléaire en Iran aboutissaient, sur l'après-Kadhafi en Libye ou sur les enjeux du post-conflit.

Par-delà les exemples étudiés dans les documents concernés, cela pose la question de l'après-crise comme objet de prospective. Est-il possible de réfléchir à l'après-crise ou encore aux effets et implications d'une décision, quelle qu'elle soit, à partir des outils prospectifs, ou bien cette problématique échappe-t-elle, du fait de sa complexité, de la multitude des variables à combiner et surtout du jeu aléatoire des acteurs et des situations, à une réflexion sérieuse ? Au regard du traitement et des résultats peu satisfaisants dont font l'objet les travaux recensés ici, la question se pose de savoir quels outils mobiliser pour aborder ces questions. Si le recours aux scénarios prospectifs est un moyen certain, encore faut-il savoir les utiliser avec rigueur. Car trop facilement dans ce type d'exercice, dans le domaine des relations internationales, les réflexions peuvent se réduire à un assemblage d'extrapolations politiques plus ou moins cohérentes sur le futur, ne reposant ni sur des données quantitatives, ni sur des réalités objectivables, ni sur la prise en compte des subjectivités à l'œuvre. Elles donnent alors lieu à des réflexions dont le principal intérêt est de stimuler la curiosité et d'ouvrir des pistes que l'avenir condamnera, ou non.

De la Libye au Sahel, de la République centrafricaine à la Syrie, en situation de crise, l'urgence impose son rythme. Pour autant, toute décision en la matière ne peut faire l'économie d'une réflexion sur l'après-crise et ignorer les réalités du temps long. En l'absence de modèle général d'analyse mobilisable en permanence pour anticiper le post-crise, la réflexion prospective au cas par cas, s'appuyant sur des expériences du passé et les réalités locales, pourrait permettre d'aider modestement à la décision, en proposant des futurs possibles qui ne verront certes peut-être jamais le jour, mais qui pourraient avoir pour intérêt, malgré toutes les incertitudes inhérentes à cet exercice, d'attirer l'attention sur les boîtes de Pandore susceptibles d'être ouvertes. ■

Sélection trimestrielle

Afrique du Sud

RELATIONS INTERNATIONALES

Afrique / Relations sino-africaines / Conflits / Maintien de la paix de l'ONU

Publication trimestrielle du think-tank ACCORD, organisation de la société civile sud-africaine spécialisée sur les conflits en Afrique • Analyse de l'influence des relations sino-africaines sur la démocratisation du continent • Topologie des opportunités de prévention des violences en Somalie • Le capital social comme facteur de stabilité au Soudan du Sud • Analyses géographiques multiples • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

COLLECTIF, *Conflict Trends*, n° 1, avril 2014, 56 p., ACCORD (The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes, Umhlanga Rocks). URL : <http://www.accord.org.za/images/downloads/ct/ACCORD-Conflict-Trends-2014-1.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

Ce numéro de *Conflict Trends* propose plusieurs analyses des différents « points chauds » du continent africain et retrace leur évolution. Les différents articles se focalisent donc sur des situations géographiques ou des thèmes communs à différents pays. L'objectif est de fournir une vision globale des enjeux du continent et d'envisager des solutions pour résoudre et / ou prévenir les conflits en Afrique. Doté d'un taux de croissance économique annuel de 5 %, l'Afrique ne parvient pas, malgré ses atouts, à émerger en tant que puissance du fait de conflits larvés ou de crises violentes qui la paralysent. De façon générale, la combinaison des atouts économiques des différents pays et la constitution d'États structurés et fonctionnels constituent une perspective pour l'ensemble du continent.

Allemagne

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Sécurité maritime / Union européenne / Stratégie

Publication de la SWP, centre de recherche indépendant, spécialisé depuis plus de 50 ans dans les questions internationales et de sécurité, qui conduit des études notamment pour le Bundestag et le gouvernement fédéral allemand • Analyse des enjeux liés à l'élaboration de la Stratégie européenne de sécurité maritime (SESM) • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques

HARDER Markus et PAUL Michael, *Perspektiven maritimer Sicherheit. Europäische Maritime Sicherheitsstrategie, Piraterie und der asiatisch-pazifische Raum [Perspectives de la sécurité maritime. Stratégie européenne de sécurité maritime, piraterie et espace Asie-Pacifique]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP-Aktuell* n° 20, avril 2014, 8 p. URL : http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2014_A20_hae_pau.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

La sécurité maritime ne peut plus aujourd'hui se limiter à la protection de ses seuls intérêts nationaux, mais doit être appréhendée de manière globale, au sein d'organisations comme l'Union européenne (UE). L'élaboration d'une Stratégie européenne de sécurité maritime fournirait à l'UE un cadre d'action pour garantir les intérêts maritimes européens communs, notamment commerciaux. La Commission européenne, à la suite de sa Déclaration conjointe avec le Service européen d'action extérieure (SEAE) du 6 mars, doit à présent favoriser un consensus entre les États, afin de parvenir à une première proposition de SESM d'ici juillet. Les Européens doivent, notamment du fait du rééquilibrage des États-Unis vers l'Asie-Pacifique, assurer une plus grande présence maritime et prendre leur place dans l'OTAN, tout en utilisant plus efficacement les moyens matériels et financiers. La lutte contre la piraterie doit être intensifiée, principalement dans le golfe de Guinée. Les auteurs plaident également pour la création d'une structure de planification maritime de l'UE.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Chine / Conseil de sécurité / Nations unies

Analyse publiée par la Friedrich Ebert Stiftung, fondation créée en 1925, visant à promouvoir la démocratie, la paix et le développement • Analyse de l'évolution de la politique étrangère de la Chine, notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations unies • Pas d'horizon ni de méthode spécifiques

XUE Lei, *China as a Permanent Member of the United Nations Security Council*, Berlin : Friedrich Ebert Stiftung (FES), *International Policy Analysis*, avril 2014, 21 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/iez/10740.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

La Chine adapte progressivement sa politique étrangère au contexte d'interdépendance croissante au sein d'un monde multipolaire. Elle prend à présent conscience de la nécessité d'une diplomatie plus affirmée et d'une action intensifiée dans le cadre onusien. Le succès de l'action du Conseil de sécurité (CS) repose d'après elle sur le dialogue et la confiance mutuelle entre ses membres permanents, privilégiant un consensus plutôt que le recours au veto. La Chine voit ainsi comme un danger de vouloir imposer à l'ONU des principes développés par les Occidentaux, comme la responsabilité de protéger, ou d'étendre le mandat des résolutions, comme en Libye. Si le droit de veto demeure nécessaire pour assurer l'effectivité du CS, la Chine plaide néanmoins pour une réforme du CS assurant une meilleure représentation des puissances émergentes et des zones géographiques. Le CS doit également se limiter à ses strictes compétences, laissant la gestion de certaines situations à des organisations régionales ou spécialisées.

RELATIONS INTERNATIONALES

Ukraine / Union européenne / Politique de voisinage / Russie

Étude de la Friedrich Ebert Stiftung (fondation créée en 1925, visant à promouvoir la démocratie, la paix et le développement), rassemblant les travaux d'un groupe de travail de 26 experts ukrainiens • Présentation de scénarios de l'évolution des relations UE-Ukraine et de l'orientation politique future de l'Ukraine • Réflexions à destination des décideurs politiques et autres acteurs concernés • Méthode des scénarios • Horizon 2030

SCENARIO TEAM EU-UKRAINE 2030, *The Future of EU-Ukraine Relations: Four Scenarios*, Berlin : Friedrich Ebert Stiftung (FES), mars 2014, 19 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/10608.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

L'étude des scénarios se base sur l'analyse des facteurs clefs pour l'évolution du pays : accord d'association, politique extérieure de la Russie et de l'Union européenne (UE), questions énergétiques, commerce, migration, lutte contre la corruption, rôle de la société civile, etc. Les deux premiers scénarios évoquent une orientation proeuropéenne de l'Ukraine où la Russie, confrontée à des problèmes intérieurs, perd de son influence. L'Ukraine est (1) soit devenue membre de l'UE et un acteur fiable de la région, (2) soit candidate à l'adhésion, mais développant des échanges avec l'UE et la Russie, constituant ainsi un pont entre les deux. Les deux autres scénarios présentent un rapprochement avec la Russie, du fait notamment de la passivité de l'UE, alors que les tensions entre les différents groupes et régions culminent. Les relations UE-Ukraine sont ambiguës et les négociations d'association avec l'Union économique eurasiatique ont débuté (3), ou même abouti (4), faisant de l'Ukraine un satellite de la Russie.

Australie

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Terrorisme / Moyen-Orient

Analyse du Lowy Institute, think-tank australien indépendant spécialisé en politique internationale • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations d'experts

BUBALO Anthony, *Next-gen jihad in the Middle East*, Sydney : Lowy Institute for International Policy, Analysis, mars 2014, 16 p. URL : http://www.lowyinstitute.org/files/next-gen-jihad_1.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

La crise actuelle au Moyen-Orient est un incubateur pour une nouvelle génération de djihadistes. La Syrie attire les combattants étrangers, y compris les Australiens, et la crise politique en Égypte est exploitée par les extrémistes et pourrait entraîner une longue période de conflit violent. À de nombreux égards, les conditions actuelles au Moyen-Orient sont plus favorables à la création de mouvements et au développement d'idées extrémistes qu'elles ne l'étaient avant le 11 septembre 2001. Même si, actuellement, les actions des nouveaux djihadistes n'affectent que le Moyen-Orient, les experts prédisent une portée plus large dans les années à venir. Ainsi les experts conseillent au gouvernement australien de se focaliser sur les djihadistes rentrant de Syrie tout en surveillant également l'évolution du mouvement dans tout le Moyen-Orient.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Coopération / Inde / Océan indien / Australie

L'auteur est actuellement chercheur au Strategic and Defence Studies Centre • Analyse des possibilités en matière de coopération de défense et de sécurité entre les deux pays • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

BREWSTER David, « The India-Australia Security and Defence Relationship: Developments, Constraints and Prospects », *Security Challenges*, vol. 10, n° 1, hiver 2014, p. 65-86, Kokoda Foundation (Kingston). URL : <http://www.securitychallenges.org.au/Article/PDFs/SC%2010-1%20Brewster.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

L'émergence de l'Inde sur le plan économique et sa culture d'autonomie stratégique poussent le pays à devenir un « producteur de sécurité » à part entière. Dans ce contexte, le but de ce document est d'évaluer les pistes de coopération que pourrait explorer l'Australie. Après être revenu sur les causes d'un rapprochement stratégique (sécurité des routes maritimes et défiance envers la puissance chinoise), l'auteur évoque également les obstacles à surmonter pour parvenir à une coopération fructueuse (culture stratégique très différente, gestion de la coopération dans les forces armées très différente et caractère bureaucratique de l'administration indienne). La recommandation principale est le besoin de découpler le temps politique australien des questions de coopération avec l'Inde. L'Australie doit être prête à s'investir dans un processus long, sans réciprocité, au moins au début.

RELATIONS INTERNATIONALES

Capacités militaires / Enjeux de sécurité / Forces spéciales / Australie

Étude de l'ASPI, think-tank australien indépendant, financé en partie par le gouvernement, qui fournit des analyses en matière de défense, stratégie et sécurité à l'intention des décideurs politiques • Les auteurs ont exercé des fonctions de conseillers au sein du ministère de la Défense ou des forces armées • État des lieux • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

DAVIES Andrew, JENNINGS Peter et SCHREER Benjamin, *A Versatile Force : The Future of Australia's Special Operations Capability*, Canberra : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), *Strategy*, avril 2014, 36 p. URL : https://www.aspi.org.au/publications/a-versatile-force-the-future-of-australias-special-operations-capability/Special_operations_capability.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Les opérations en Afghanistan ont vu l'importance des forces spéciales australiennes croître en raison de l'asymétrie du conflit. Cependant, le retrait des troupes et la perception du rôle des forces spéciales pourraient menacer la capacité australienne à mener certains types d'opérations. Les auteurs recommandent le maintien des lignes budgétaires et la création d'un poste spécifique pour le développement des capacités des forces spéciales, afin de s'assurer que les moyens matériels à disposition sont adéquats. Le cadre législatif devrait également être revu pour supprimer toute ambiguïté, notamment concernant les opérations spéciales. L'autre axe de maintien et de développement des capacités est la coopération, régionale d'abord, mais également avec les États-Unis et la Chine. Cette coopération se matérialiserait par le biais d'agents de liaison, de partage du savoir-faire et d'entraînements communs.

RESSOURCES STRATÉGIQUES / RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

Gaz de couche / Environnement

Publication de l'Australian Institute, think-tank indépendant spécialisé dans les questions économiques, sociales et environnementales • Pas d'horizon ni de méthodologie spécifiques • Recommandations

GRUDNOFF Matt, *Fracking the Future: Busting Industry Myths about Coal Seam Gas*, Canberra : The Australian Institute, mars 2014, 79 p. URL : <http://apo.org.au/research/fracking-future-busting-industry-myths-about-coal-seam-gas>. Consulté le 8 juillet 2014

Cette analyse compare les avantages économiques du développement de l'exploitation du gaz de couche, notamment en termes d'évolution du prix du gaz, de création d'emplois

et d'effet d'attraction sur l'économie, aux impacts que pourrait avoir l'intensification de l'exploitation de ce gaz sur l'environnement. Il en déduit que les risques sanitaires et environnementaux demeurent élevés, et que l'Australie a peu à gagner en se lançant dans l'exploitation à outrance de ce gaz sans faire d'analyse de risque préalable.

Brésil

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Amérique latine / Caraïbes / Coopération internationale / Sécurité civile / Menaces transnationales

Rapport stratégique de l'institut Igarapé (think-tank spécialisé sur les questions de sécurité et développement) sur la coopération internationale pour le développement et la lutte contre l'insécurité en Amérique latine-Caraïbes • Présentation du concept de sécurité civile • Analyse des stratégies Sud-Sud contre le crime organisé • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

MUGGAH Robert et SZABO DE CARVALHO Ilona, *Changes in the Neighborhood: Reviewing Citizen Security Cooperation in Latin America*, Rio de Janeiro : Instituto Igarapé, *Strategic Paper* n° 7, mars 2014, 63 p. URL : http://igarape.org.br/wp-content/uploads/2014/03/AE-07-Changes-in-the-Neighborhood_10th_march.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Ce rapport analyse l'évolution des caractéristiques de la coopération internationale pour la sécurité des citoyens en Amérique latine et dans les Caraïbes. Celle-ci prend différentes formes : transfert d'équipements militaires ou technologiques, octroi d'aides financières... Ces mesures sont destinées à renforcer les forces policières, voire militaires, ou encore à entreprendre des réformes du système judiciaire ou pénal dans le pays bénéficiaire. Exemple, l'Initiative Merida, lancée en 2007 par le Congrès américain : cette coopération États-Unis / Mexique prend place dans le cadre de la campagne des États-Unis contre l'usage de stupéfiants, et des opérations armées au Mexique contre les narcotrafiquants et pour la défense des civils. Néanmoins, la progression du crime organisé conjuguée à une réduction de l'aide internationale américaine et européenne, a entraîné une transformation radicale des priorités régionales. Les pays latino-américains se sont tournés vers d'autres acteurs émergents capables de les aider contre les menaces transnationales. Ces coopérations « Sud-Sud » sont dominées par la Chine et la Russie. En Amérique latine, le Brésil, la Colombie et le Mexique font office de *leaders*.

Canada

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Technologies émergentes / Économie / Base industrielle et technologique de défense / Canada

Décryptage des résultats d'une étude prospective sur les technologies émergentes réalisée en septembre 2013 par Policy Horizons, organisation publique fédérale de veille et prospective en matière sociale, économique, environnementale et technologique • Impact potentiel des neurosciences, nanotechnologies, biotechnologies et technologies numériques • Méthode des scénarios • Horizon 2020-2030 • Recommandations politiques

PADBURY Peter et CHRISTENSEN Steffen (sous la dir. de), *MetaScan3: Technologies émergentes. Une étude prospective explorant la façon dont les technologies émergentes vont façonner l'économie et la société, et les défis et les occasions que ces technologies vont créer*, Ottawa : Policy Horizons Canada, mars 2014, 51 p. URL : http://www.horizons.gc.ca/sites/default/files/Publication-alt-format/version_pdf_0239_7184kb-51pages.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Cette étude propose des scénarios d'évolution des trois secteurs de l'économie en fonction des évolutions graduelles ou des ruptures des quatre technologies émergentes (NBIC, nano, bio, information, sciences cognitives). Les auteurs émettent l'hypothèse que ces mutations vont induire des changements majeurs dans la structuration de l'outil industriel, des infrastructures et du marché du travail. L'impact principal de ces technologies serait l'effet multiplicateur de la robotique et de l'intelligence artificielle pour l'efficacité de l'industrie manufacturière. Les auteurs émettent également l'hypothèse que les technologies de la communication seront suffisamment développées pour rendre caduques la propriété intellectuelle sous sa forme actuelle et l'innovation industrielle. L'État devrait donc accompagner ces transformations pour s'assurer que le pays reste attractif et compétitif, tout en protégeant les entreprises et les travailleurs.

FLUX MIGRATOIRES / RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Asie / Prospective

Dossier de l'Asia Pacific Foundation of Canada (think-tank indépendant spécialiste des questions asiatiques), dans le cadre du Policy Horizons Canada's Foresight on the Future of Asia Project • Pas de méthodologie spécifique • Horizon 2024-2029

COLLECTIF, *Emerging Trends Reshaping Asia*, Vancouver : Asia Pacific Foundation of Canada, mars 2014, 30 p. URL : <http://www.asiapacific.ca/research-report/emerging-trends-reshaping-asia>. Consulté le 8 juillet 2014

Dans ce dossier spécial, l'Asia Pacific Foundation of Canada s'intéresse aux tendances qui pourraient transformer l'Asie dans les 10 à 15 ans à venir. Elle analyse 10 tendances émergentes dans des domaines tels que le commerce en ligne, le *brain drain* inversé, le changement climatique, la pollution atmosphérique, la finance, le terrorisme, la robotisation, le vieillissement de la population, la sécurité et l'urbanisation. Pour chaque tendance, les experts imaginent les impacts possibles pour le Canada.

Chine

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Stratégie asiatique des États-Unis / Sécurité maritime / Mer de Chine méridionale

Les deux auteurs sont maîtres de conférences de science politique à la Dalian Naval Academy de l'armée chinoise • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

SHI Jiazhu et YU Lingling, « 美国战略重心东移与中国维护海上安全对策 [La stratégie des États-Unis envers l'Asie et la politique de sécurité maritime chinoise] », *Internatio-*

nal Review, n° 2, avril 2014, université des études internationales de Shanghai. URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=10009>. Consulté le 8 juillet 2014

Les auteurs de cet article estiment que la stratégie des États-Unis en Asie vise à assurer leur hégémonie maritime. Cela menace non seulement la sécurité et le transport maritime de la Chine, mais cela risque aussi de renforcer le militarisme japonais. Selon les auteurs, en tenant compte de la stratégie américaine, la Chine doit renforcer ses capacités navales et ses capacités d'envoi de forces militaires, et établir des coopérations avec les États-Unis dans ce domaine. Ils considèrent aussi qu'il est nécessaire de surveiller les activités militaires maritimes du Japon et des États-Unis, et d'échanger des informations avec ces deux pays afin d'éviter des analyses erronées.

RELATIONS INTERNATIONALES

Développement scientifique et technologique / Chine / *Think-tanks* / Freins à l'innovation

Projet financé par le Consulting Information Research Center of Academic Divisions (Chinese Academy of Sciences) • Réalisé par cinq chercheurs de différents centres de l'Academy of Sciences • Pas de méthodologie spécifique • Recommandations politiques

SU Na *et alii*, « 全球视野下的中国科技崛起 [Global Vision: China's Rising in Science and Technology] », *Bulletin of Chinese Academy of Sciences*, vol. 29, n° 3, juin 2014, p. 345-350, Chinese Academy of Sciences (Pékin). URL : http://www.bulletin.cas.cn/ch/reader/view_full_html.aspx?file_no=20140313&flag=1. Consulté le 8 juillet 2014

L'article analyse tout d'abord les points de vue de *think-tanks* étrangers sur le développement chinois en matière de sciences et de technologies. Ensuite, il relève les problèmes internes qui freinent ce développement tels que le manque de créativité, le plagiat académique et la dépendance excessive des entreprises privées envers le gouvernement et les centres de recherches académiques. Enfin, l'article suggère au gouvernement de réexaminer les modalités et l'intensité du contrôle qu'il exerce dans le domaine de l'innovation technologique. En revanche, les auteurs estiment que l'intervention du gouvernement est indispensable dans l'établissement des parcs scientifiques et technologiques.

RELATIONS INTERNATIONALES

Innovation / Diffusion de l'innovation / Rôle du gouvernement

Projet financé par l'Institute of Policy and Management (Chinese Academy of Sciences) et réalisé par quatre chercheurs de cet institut • Pas de méthodologie spécifique • Horizon 2024 • Recommandations politiques

ZHAO Fuzeng *et alii*, « 中国自主创新的战略问题 [Strategic Questions about China's Indigenous Innovation] », *Bulletin of Chinese Academy of Sciences*, vol. 29, n° 2, avril 2014, p. 158-171, Chinese Academy of Sciences (Pékin). URL : http://www.bulletin.cas.cn/ch/reader/view_full_html.aspx?file_no=20140202&flag=1. Consulté le 8 juillet 2014

L'article fait le constat que dans les 10 ans à venir, la puissance économique de la Chine amènera une période d'innovation propre au pays, notamment dans les secteurs de l'économie de l'Internet et de la « croissance verte ». Par ailleurs, les industries majeures pour

l'économie pourront accélérer les innovations dans d'autres secteurs industriels. Par exemple, la création d'un groupe de porte-avions entraînera l'évolution des systèmes d'armes et des systèmes de propulsion aéronavale. Les auteurs formulent trois recommandations afin d'optimiser les conditions d'innovation. 1) Le rôle du gouvernement doit être clarifié ; l'intervention du gouvernement est nécessaire lorsqu'elle concerne des techniques importées ou des investissements lourds, complexes et de long terme ; en revanche, il faut supprimer les contrôles liés à la consommation et aux industries émergentes. 2) Le meilleur moyen d'accélérer l'innovation interne, c'est de suivre la méthode utilisée pour la fabrication du TGV chinois (développement d'une technologie nationale avec l'aide de techniques étrangères importées). 3) Le développement d'innovations doit être accompagné par une législation environnementale complète et un renforcement de la sécurité informatique.

RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Sécurité énergétique / Embargo du pétrole iranien / Pétrole

Projet financé par la Science Foundation de la China University of Petroleum • Réalisé par trois chercheurs de la School of Business Administration de cette université, le département Business Management de l'université de Grenade (Espagne) et le Bureau of Energy de la Hebei Development and Reform Commission • Module d'analyse réalisé à la Dresden University of Technology • Analyse statistique • Horizon 2015-2020 • Recommandations politiques

QI Ming, OPAZO-BASAEZ Marco et FAN Shuqi, « 中国未来原油进口的多元化分析 [The Diversification of China's Future Oil Import Structure] », *Resources Science*, vol. 36, n° 3, mars 2014, p. 512-519, Institute of Geographic Sciences and Natural Resources Research (Chinese Academy of Science, Pékin). URL : http://www.resci.cn/ch/reader/view_abstract.aspx?file_no=20140310&flag=1. Consulté le 8 juillet 2014

L'objectif de cette étude est de proposer une optimisation des importations pétrolières afin d'assurer la sécurité énergétique de la Chine. Les auteurs proposent un rééquilibrage entre les pays qui fournissent du pétrole à la Chine. Selon eux, d'ici à 2020, le pays devrait augmenter ses importations de pétrole de Russie, du Koweït, des Émirats arabes unis, du Qatar et du Mexique, et réduire celles en provenance d'Arabie Saoudite. En particulier, les importations de pétrole canadien devraient passer de 0,6 million de tonnes (Mt) en 2011 à 36,67 Mt en 2020, le Canada devenant ainsi le troisième fournisseur de pétrole de la Chine. En outre, compte tenu de l'embargo sur le pétrole iranien, les auteurs estiment qu'il faut augmenter les importations provenant du Mexique, du Nigeria, du Qatar et du Canada pour remplacer le pétrole iranien. Enfin, concernant le pétrole africain, l'article recommande une diversification des sources d'approvisionnement, pour éviter une dépendance excessive envers un pays en particulier.

États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Libye post-Kadhafi / Défis sécuritaires

Rapport réalisé par la RAND Corporation (think-tank américain réputé en matière de politique et défense) pour le compte de la Smith Richardson Foundation • Analyse des défis auxquels fait face la Libye post-Kadhafi • Défis liés à la reconstruction territoriale • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations

CHIVVIS Christopher S. et MARTINI Jeffrey, *Libya After Qaddafi: Lessons and Implications for the Future*, Santa Monica : RAND Corporation, mars 2014, 119 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR500/RR577/RAND_RR577.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

L'étude s'appuie sur des recherches et entretiens réalisés avec des responsables américains, britanniques, français, belges et libyens, ainsi que sur des rapports préexistants de la RAND Corporation sur la reconstruction postconflit en Libye. Les travaux ont débuté en 2012 et se sont poursuivis jusqu'en 2014. Les recherches ont été menées au sein de l'International Security and Defense Policy Center de la RAND National Security Research Division. Ce rapport énumère les défis auxquels fait face la Libye après la guerre, évalue les mesures prises pour les surmonter, élabore les implications dans les futurs efforts postconflit, et propose une voie à suivre. L'étude se concentre sur les deux premières années après la chute de Kadhafi, à travers les prismes politique, économique, militaire, ainsi que le rôle de la communauté internationale. Le constat est fait de l'échec de l'établissement de la sécurité.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Drones armés / États-Unis / Prolifération

Rapport de recherche de la RAND Corporation, think-tank américain réputé en matière de politique et défense • Analyse des capacités des drones et de leur impact sur la défense américaine • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations

DAVIS Lynn E. et alii, *Armed and Dangerous? UAVs and U.S. Security*, Santa Monica : RAND Corporation, mai 2014, 34 p. URL : http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR449.html. Consulté le 8 juillet 2014

Les drones armés font souvent la une des médias, notamment en raison de leur rôle dans certaines attaques ciblées. À la question de savoir si ces armes sont susceptibles d'induire des transformations en matière de défense, les auteurs répondent par la négative, même si elles offrent des capacités importantes à leurs utilisateurs, en particulier dans les opérations de contre-terrorisme, comme ce fut le cas pour les États-Unis. Ils considèrent que ces armes risquent de se multiplier, mais seulement au sein des pays riches qui seront en mesure de développer cette technologie supérieure. Les pays qui ne peuvent se procurer de drones armés trouveront probablement d'autres armes comme des avions et des armes de défense aérienne, plus économiques et militairement efficaces. La prolifération des drones ne devrait pas constituer, selon eux, un danger mondial nécessitant de nouveaux contrôles de l'armement, mais elle pourrait engendrer des risques concernant la

stabilité régionale. Ainsi les auteurs se demandent de quelle manière l'utilisation de ces drones armés par les États-Unis pourrait être décisive dans l'élaboration de normes internationales décourageant leur utilisation abusive par d'autres.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Russie / États-Unis / Pays émergents / Armement et capacités militaires

Rapport du SSI (le centre d'études stratégiques de l'Army War College des États-Unis) sur la transformation des forces armées russes depuis la crise géorgienne en 2008 • Focus sur les types d'armements privilégiés • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

KEIR Giles, avec MONAGHAN Andrew, *Russian Military Transformation: Goal in Sight?*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), *Letort Papers*, mai 2014, 72 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1196>. Consulté le 8 juillet 2014

Ce rapport, basé sur une recherche achevée en septembre 2013, décrit le processus de transformation des forces armées russes depuis la crise géorgienne en 2008, et analyse les perspectives et les défis à venir de cette modernisation accélérée, compte tenu de l'obsolescence de la majorité des armements russes, de la possibilité d'une attaque venant des États-Unis, voire de la Chine, ainsi que de l'instabilité persistante du Moyen-Orient qui pourrait amener les forces terrestres russes à entrer en action. L'étude se focalise sur le développement et la modernisation de l'arsenal nucléaire qui figurent toujours parmi les priorités du gouvernement russe. Cependant, d'après les dernières déclarations des hauts responsables du pays, outre la stratégie nucléaire, Moscou va inclure les armes de précision en tant que moyen de résoudre des tâches stratégiques à l'aide d'armes conventionnelles.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Armée / Forces militaires

Étude de la RAND, think-tank américain réputé en matière de politique et défense, pour le compte de l'U.S. Army, présentant les travaux de six chercheurs • Utilisation d'un modèle de projection économique • Horizon 2034 • Recommandations

MARKEL Wade M. et alii, *How Much Will Be Enough? Assessing Changing Defense Strategies' Implications for Army Resource Requirements*, Santa Monica : RAND Corporation, mai 2014, 170 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR200/RR239/RAND_RR239.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Ce rapport propose une méthode pour estimer les évolutions des budgets nécessaires à l'armée américaine en fonction de différentes stratégies de défense. Les auteurs ont mis au point une méthode, le *Strategic Investment Analysis Protocol* (SIAP), qu'ils utilisent pour estimer le coût de trois stratégies différentes. Le maintien de la stratégie américaine actuelle (*Direct Counter-insurgency*) pourrait ainsi coûter 3,2 milliards de dollars US au cours des 20 prochaines années. Une stratégie de *Build Local Defend Global*, basée sur le développement des capacités de gouvernance des partenaires des États-Unis, coûterait 2,2 milliards de dollars US. Enfin, une stratégie *Rising Peer*, qui considère qu'un pays (comme la Chine) constitue à lui seul la principale menace pour la sécurité américaine, représenterait

aussi 2,2 milliards de dollars US. Les auteurs formulent ensuite des recommandations à destination de l'armée américaine.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Stratégie de défense américaine

Rapport du CSIS (société de conseil stratégique implantée à Washington, visant à renforcer l'influence des États-Unis) Defense and Security Group sur les stratégies de défense du gouvernement américain • Définition du concept de stratégie • Méthodologie prospective appliquée aux futurs conflits (cyberguerre, guerre asymétrique) • Horizon 2020 • Recommandations stratégiques

MURDOCK Clark et BRANNEN Samuel J., *Exploring New Ways to Provide Enduring Strategic Effects for the Department of Defense*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), avril 2014, 56 p. URL : http://csis.org/files/publication/140422_Murdock_ExploringNewWays_Web.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Le budget de la défense américaine pourrait subir une réduction pouvant atteindre 40 % à la fin de la prochaine décennie. Les coupes dans le budget de la défense pourraient limiter la capacité du département de la Défense (DoD) dans ses missions et les priorités définies dans les orientations de janvier 2012 sur la défense stratégique. Le rapport souligne le processus décisionnel de l'état-major américain dans le financement des campagnes militaires. Il met en évidence que sur le long terme, le DoD est confronté à deux types de situations bien distinctes : soit continuer à réduire le budget de la défense et contraindre les forces armées à restreindre leurs engagements dans certaines missions, soit poursuivre les opérations dites stratégiques malgré un budget en baisse. Selon le président des chefs d'état-major, Martin Dempsey, la stratégie est d'équilibrer les moyens afin de parvenir à réaliser les objectifs nationaux, selon les ressources disponibles. Le rapport analyse également les stratégies des anciennes campagnes militaires afin de déterminer les futurs modes d'opération (guerres asymétriques, guerres nucléaires, cyberguerres, etc.).

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

États-Unis / Conseil de coopération du Golfe / Équilibre militaire / Sécurité régionale

Rapport préparé par le CSIS (société de conseil stratégique implantée à Washington, visant à renforcer l'influence des États-Unis) pour l'ACRPS (Arab Center for Research & Policy Studies) Conference on Arab-US Relations (Doha, juin 2014) • Évaluation de l'équilibre militaire dans la région du Golfe • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

CORDESMAN Anthony H., *Improving the US-GCC Security Partnership: Planning for the Future*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Burke Chair in Strategy, avril 2014, 56 p. URL : http://csis.org/files/publication/140411_Improving_US-GCC_Security_Partnership.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

L'étude met en avant les défis et opportunités des États-Unis et des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) dans la région du golfe Persique. L'auteur établit une nouvelle évaluation de l'équilibre militaire dans le Golfe, présente les plans stratégique et militaire américains dans la région, décrypte les dépenses militaires du CCG et les transferts d'armes, et identifie les forces et les faiblesses du CCG. Selon l'auteur, le principal défi pour les États du sud du Golfe et leurs alliés à l'extérieur est de définir des

moyens de travailler en commun ou, à l'inverse, de choisir de rester divisés et devenir ainsi de plus en plus faibles face aux menaces. Ainsi, l'étude présente des graphiques et tableaux permettant de comprendre le changement des menaces à la sécurité et les équilibres militaires dans le Golfe, pour évaluer ensuite l'engagement américain dans la zone, les ressources militaires disponibles dans la région, le développement d'une puissante alliance, ainsi que la coordination avec les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et d'autres alliés.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Accord nucléaire / Iran / États-Unis / Israël / Arabie Saoudite

Rapport réalisé par la RAND Corporation, think-tank américain réputé en matière de politique et défense • Évaluation des possibles réponses saoudienne et israélienne suite à la signature d'un accord nucléaire final avec l'Iran • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

DASSA KAYE Dalia et MARTINI Jeffrey, *The Days after a Deal with Iran: Regional Responses to a Final Nuclear Agreement*, Santa Monica : RAND Corporation, *Perspectives*, avril 2014, 26 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/perspectives/PE100/PE122/RAND_PE122.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

L'étude évalue les perspectives de la politique des États du Moyen-Orient et des États-Unis après la possible signature d'un accord nucléaire final entre les membres du P5+1 (les cinq membres du Conseil de sécurité des Nations unies + l'Allemagne) et l'Iran. Les auteurs examinent par la suite les réactions d'Israël et de l'Arabie Saoudite, les deux plus importants partenaires des États-Unis dans la région. Selon eux, la préoccupation de ces deux pays concernant l'Iran va au-delà du programme nucléaire. Ainsi, ils ne sont pas enclins à accueillir favorablement un accord final. L'étude propose donc une série de mesures que les États-Unis pourraient adopter pour répondre aux préoccupations de leurs partenaires et prévenir les actions de déstabilisation — à savoir : les frappes aériennes pour Israël et l'acquisition de sa propre force de dissuasion nucléaire par l'Arabie Saoudite.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

États-Unis / Stratégie de sécurité internationale américaine

Rapport du SSI (le centre d'études stratégiques de l'Army War College des États-Unis) sur la stratégie militaire américaine et la coopération internationale sur les théâtres d'opération • Étude d'un collectif de chercheurs universitaires sur la stratégie de défense internationale américaine • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques et militaires

DENI John R. (sous la dir. de), *Augmenting Our Influence: Alliance Revitalization and Partner Development*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), avril 2014, 131 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1199>. Consulté le 8 juillet 2014

Ce rapport sur les alliances et partenariats militaires entre les États-Unis et d'autres États démontre que la stratégie de sécurité nationale américaine des deux dernières décennies a clairement fait savoir que les États-Unis préfèrent user de la force au sein de coalitions. Il montre aussi comment, depuis quelques années, les Américains tentent de renforcer

leur influence en Asie-Pacifique, par le développement de partenariats stratégiques dans cette région du monde considérée comme la plus importante pour l'avenir des États-Unis. Le rapport se divise en trois présentations d'experts (deux Américains et un Australien) sur le futur rôle des forces terrestres américaines. L'un analyse la stratégie américaine de rééquilibrage en Asie-Pacifique, à travers le prisme des forces terrestres. L'autre souligne le rôle essentiel des forces armées terrestres, notamment à travers les programmes de formation militaire multinationaux. Le dernier met aussi en évidence que le rôle des forces armées américaines peut être limité de par la réduction des effectifs des forces armées et des budgets de défense.

Inde

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Droit de l'espace / Usages civils et militaires de l'espace / Inde

Rapport de l'ORF (think-tank indépendant visant à développer des partenariats avec l'Inde à l'échelle mondiale) regroupant l'avis d'experts de plusieurs nationalités pour enrichir le débat sur l'ICoC • Présentation générale du projet d'ICoC • Compilation d'articles en lien avec le sujet • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Point de vue des différentes régions du globe sur cette problématique

RAJAGOPALAN Rajeswari Pillai et PORRAS Daniel A. (sous la dir. de), *Awaiting Launch: Perspectives on the Draft ICoC for Outer Space Activities*, New Delhi : Observer Research Foundation (ORF), 1^{er} trimestre 2014, 252 p. URL : http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/report/attachments/awaiting_1398688856053.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Fruit de la collaboration de plusieurs grands spécialistes des questions spatiales contemporaines issus d'institutions internationales et nationales, cette étude a pour principal objectif d'éclairer le débat sur le projet d'un *International Code of Conduct (ICoC) for Outer Space Activities*. Proposée par l'Union européenne, cette initiative a pour but de créer un *modus operandi* pour toutes les activités spatiales (militaires ou civiles). En effet, depuis 1967 et le Traité de l'espace, aucun autre document international régulant les activités spatiales n'a été signé. À cet égard, l'ICoC semble être considéré par beaucoup comme la meilleure des options actuelles pour encadrer l'exploitation de l'espace redevenu une zone stratégique pour les grandes nations. L'ouvrage revient sur les différents débats autour de la proposition européenne, d'un point de vue d'abord mondial pour en comprendre les enjeux, puis d'un point de vue régional afin d'interroger les intérêts de chacun et de comprendre les raisons de leur adhésion ou non au projet.

RELATIONS INTERNATIONALES

Inde / Japon / Relations économiques

Étude de l'ORF, think-tank indépendant visant à développer des partenariats avec l'Inde à l'échelle mondiale • Analyse de l'impact de la signature en février 2011 de l'India-Japan Comprehensive Economic Partnership Agreement • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

NATARAJ Geethanjali et Dr. ASHWANI, *Indian-Japan Economic Partnership Agreement: Gains and Future Prospects*, New Delhi : Observer Research Foundation (ORF), *Occasional*

Paper n° 50, février 2014, 50 p. URL : http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/occasionalpaper/attachments/occasionalpaper50_1393326944577.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Rédigé par deux économistes indiens, ce papier revient sur la signature par l'Inde et le Japon, en février 2011, du *Comprehensive Economic Partnership Agreement* (CEPA). Leur angle d'analyse est d'aborder l'efficacité de l'accord dans l'investissement et le commerce bilatéral plutôt que de simplement le quantifier. Pour cela, les deux chercheurs reviennent sur les clauses de l'accord clairement élaboré dans le but d'encourager les investissements japonais en Inde, bien que quelques lacunes subsistent pour maximiser les échanges économiques bilatéraux. Mais plus largement, c'est tout le spectre de leurs relations économiques qui est exploré (relations commerciales, dynamisme des exportations, biens exportés, barrières tarifaires, etc.). Grâce à cela, l'étude examine les secteurs les plus concurrentiels et souligne leur importance pour faire mûrir au mieux les fruits du CEPA.

RELATIONS INTERNATIONALES

Coopération bilatérale / Taiwan / Scénarios

Rapport publié par l'IDSA, think-tank indien indépendant spécialiste des relations internationales • Rédigé par un chercheur indien • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

SINGH Prashant Kumar, *Transforming India-Taiwan Relations: New Perspectives*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Monograph Series* n° 35, avril 2014, 156 p. URL : <http://idsa.in/system/files/monograph35.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

Cette monographie analyse l'évolution passée des relations entre l'Inde et Taiwan, et s'interroge sur leur avenir. L'auteur rappelle que les relations bilatérales ont été limitées tout au long de la guerre froide et ont longtemps souffert d'une ignorance mutuelle. Elles se sont progressivement renforcées depuis une vingtaine d'années, en lien avec la reconnaissance progressive de l'État de Taiwan. Selon l'auteur, un accroissement de la coopération permettrait de répondre aux ambitions diplomatiques des deux États en Asie de l'Est. Mais cela supposera de passer de relations basées essentiellement sur les individus à une véritable politique de coopération impliquant les institutions.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Inde / Énergie / Nucléaire

Étude de la Vivekananda International Foundation, think-tank se déclarant non partisan et indépendant, et rassemblant des universitaires, des diplomates, des experts politiques et des acteurs de l'économie • Analyse des grands besoins énergétiques de l'Inde et des avantages de l'énergie nucléaire • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations

CHATURVEDI Ajay Kumar, *Nuclear Energy in India's Energy Security Matrix: An Appraisal*, New Delhi : Vivekananda International Foundation, *Occasional Paper*, mars 2014, 55 p. URL : <http://www.vifindia.org/sites/default/files/nuclear-energy-in-india-s-energy-security-matrix-an-appraisal.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

L'énergie nucléaire est une énergie propre, sûre et économiquement intéressante. C'est sur ce constat que l'auteur débute son étude de cette énergie en Inde. Cinquième source d'énergie du pays avec 20 réacteurs exploités en 2012, le programme nucléaire indien a

subi une lente évolution depuis son lancement en 1948. L'auteur revient sur cette évolution en rappelant la feuille de route planifiée par les autorités indiennes, mais non respectée. L'étude, très technique, a pour objectif d'analyser la totalité du secteur nucléaire civil indien afin de pouvoir évaluer son potentiel pour devenir l'une des clefs de voûte de la sécurité énergétique indienne à l'horizon 2030. Le chercheur aborde notamment la nécessité de renouveler son parc de réacteurs vieillissants.

Royaume-Uni

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Arme nucléaire / Histoire / Risques d'utilisation / Sécurité / Incertitudes

Rédigé par des chercheurs de Chatham House, l'un des plus importants et influents think-tanks en matière de sécurité et de politique internationale (fondé en 1920) • Usage du passé pour orienter le futur • Pas de méthode prospective • Pas d'horizon spécifique • Recommandations

LEWIS Patricia et alii, *Too Close for Comfort: Cases of Near Nuclear Use and Options for Policy*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), *Report*, avril 2014, 38 p. URL : http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/home/chatham/public_html/sites/default/files/20140428TooCloseforComfortNuclearUseLewisWilliamsPelopidasAghlani.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Ce rapport revient sur les exemples historiques dans lesquels des acteurs étatiques ont failli avoir recours à l'arme nucléaire. À partir d'études de cas, il montre les conditions dans lesquelles cela s'est produit, les chaînes d'événements qui conduisent à ces situations, tout en pointant les incompréhensions entre acteurs dans ces situations extrêmes et en insistant sur le rôle du jugement humain dans le processus de prise de décision en situation de crise. Alors que les auteurs indiquent que depuis 1945, aucun recours à l'arme nucléaire ne s'est produit, ils estiment que malgré la fin de la guerre froide, les risques d'utilisation de l'arme nucléaire par inadvertance, erreur de jugement ou incompréhension demeurent. Parmi les exemples mobilisés, on peut mentionner l'opération Anadyr, en octobre 1962, impliquant l'Union soviétique et trouvant sa cause dans une absence de communication ; l'incident NORAD aux États-Unis le 3 juin 1980 lié à une erreur informatique ; la crise de Kargil entre l'Inde et le Pakistan en mai-juin 1999 du fait de l'escalade du conflit, etc.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Prévention des épidémies / Santé publique / Partage des informations

L'auteur est consultante pour le Centre on Global Health Security de Chatham House, l'un des plus importants et influents think-tanks en matière de sécurité et de politique internationale (fondé en 1920) • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques

ROSS Emma, *Perspectives on Data Sharing in Disease Surveillance*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), Centre on Global Health Security, *Research Paper*, avril 2014, 15 p. URL : <http://www.chathamhouse.org/sites/files/cha>

thamhouse/home/chatham/public_html/sites/default/files/20140430DataSharingDiseaseSurveillanceRoss.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Cette note de recherche s'interroge sur les enjeux et les difficultés à organiser le partage des données dans le domaine médical afin d'assurer une meilleure surveillance et une meilleure prévention des épidémies. Outre les difficultés relatives à la collecte de l'information, notamment dans les pays en développement, l'autre difficulté consiste à analyser ces données afin d'en faire un usage préventif efficace. En matière de collecte, outre les États, des groupes de recherche ainsi que des instances internationales y participent également, accroissant le nombre de données mais rendant plus difficile leur usage, faute, bien souvent, de protocoles de collecte communs et de standardisation des procédures. L'auteur pointe cependant qu'une amélioration des infrastructures de partage de données permettrait une surveillance des épidémies plus efficace.

RELATIONS INTERNATIONALES

Afrique du Sud / Développement de l'Afrique / Agenda post-2015 / Construction de la paix / Éléments d'influence transnationaux

Étude réalisée par l'association internationale de prévention des conflits Safer World, en partenariat avec plusieurs instituts africains (African Centre for the Constructive Resolution of Disputes, Institute for Global Dialogue, Institute for Security Studies, Southern African Liaison Office) • Topologie des éléments permettant le développement en Afrique et en Afrique du Sud • Agenda du développement pour l'Afrique après 2015 • Pas de méthodologie spécifique

NGANJE Fritz *et alii*, *Conflict and the Post-2015 Development Agenda: Perspectives from South Africa*, Londres : Safer World (*Briefing*), février 2014, 30 p. URL : <http://www.saferworld.org.uk/downloads/pubdocs/conflict-and-the-post-2015-development-agenda---south-africa.pdf>. Consulté le 8 juillet 2014

Ce document cherche à présenter le point de vue de l'Afrique du Sud sur le lien à établir entre l'agenda de développement pour l'Afrique post-2015 et la construction de la paix sur le continent africain. Selon les différents auteurs, si le schéma post-2015 veut promouvoir le développement dans les différents États en situation de conflit ou de crise, il doit se concentrer sur les questions de prévention de la violence et de l'insécurité. Le rôle que l'Afrique du Sud doit jouer dans ce processus est essentiel : le pays, en plus de se considérer comme un *leader* africain, se veut une passerelle entre le sud et le nord du continent.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Pétrole / Choc pétrolier / Moyen-Orient / Asie / Déstabilisation mondiale

L'auteur est chercheur associé sur les questions d'énergie, environnement et ressources à Chatham House, l'un des plus importants et influents think-tanks en matière de sécurité et de politique internationale (fondé en 1920), et ancien conseiller auprès de British Petroleum (BP) • Construction de scénarios à partir d'une hypothèse générale • Pas d'horizon spécifique

MITCHELL John, *Asia's Oil Supply: Risks and Pragmatic Remedies*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), *Research Paper*, mai 2014, 42 p. URL : http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140506Asia%27sOilSupplyMitchell.pdf. Consulté le 8 juillet 2014

Ce rapport se penche sur l'augmentation croissante des besoins en pétrole des pays d'Asie et leur dépendance à l'égard de cette ressource, notamment celle en provenance du Moyen-Orient. Alors que l'Asie compte aujourd'hui pour 40 % des échanges mondiaux de pétrole, l'étude rapporte que le Moyen-Orient fournit 50 % du pétrole consommé en Asie, contre 12 % pour les États-Unis et 16 % pour l'Union européenne. Le cœur du rapport teste l'hypothèse générale d'une interruption de l'acheminement de 10 millions de barils par jour par le détroit d'Ormuz pendant trois mois. À partir de cette hypothèse, il envisage des scénarios pour les pays d'Asie et les effets économiques mondiaux d'un tel cas de figure. Cela aurait pour conséquence immédiate des actions des pays asiatiques pour pallier ce manque en provenance du Moyen-Orient. Et cela conduirait notamment ces pays d'Asie à chercher d'autres fournisseurs, ce qui déstabiliserait le marché du pétrole en obligeant fournisseurs et clients à des ajustements. ■

Autres publications

Afrique du Sud

► RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

PIGMAN Geoffrey Allan, *Towards a Sustainable Development Diplomacy: A Case Study of Freedom, Politics, Policy and Communication in South Africa*, Pretoria: Institute for Global Dialogue (IDG), *Occasional Paper* 66, mars 2014, 27 p. URL : www.igd.org.za/jdownloads/Occasional%20Papers/project_30_geoff_pigman_op_new.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

- BESHARATI Neissan Alessandro, *Platinum & Passes: The Impact of Mining Investments on Education Outcomes in South Africa*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Development Effectiveness Project, Research Report* n° 16, mai 2014, 79 p. URL : http://www.saiia.org.za/doc_download/519-platinum-passes-the-impact-of-mining-investments-on-education-outcomes-in-south-africa. Consulté le 15 juillet 2014
- HARVEY Ross, *Mineworlds of Marikana: Prospects for Forging a New Social Compact*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Governance of Africa's Resources Programme, Occasional Paper* n° 183, avril 2014, 32 p. URL : http://www.saiia.org.za/doc_download/510-mineworlds-of-marikana-prospects-for-forging-a-new-social-compact. Consulté le 15 juillet 2014

Allemagne

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

PAUL Michael, *Kriegsgefahr im Pazifik? Analogien zum Großen Krieg 1914 [Danger de guerre dans le Pacifique ? Analogies avec la Grande Guerre de 1914]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP-Aktuell* n° 14, mars 2014, 8 p. URL : http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2014A14_pau.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

- BMZ (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung), *Bevölkerungsdynamik in der deutschen Entwicklungszusammenarbeit [La dynamique démographique dans la coopération au développement allemande]*, Bonn / Berlin : BMZ (service Santé et politique démographique), *BMZ-Strategiepapier* 10/2013, nouvelle édition avril 2014, 18 p. URL : http://www.bmz.de/de/mediathek/publikationen/reihen/strategiepapiere/Strategiepapier334_10_2013.pdf. Consulté le 15 juillet 2014
- MAIHOLD Günther, *Vom Sonderfall zur Normalisierung. Kuba und die Europäische Union suchen erneut den Dialog [Du cas particulier à la normalisation. Cuba et l'Union européenne à nouveau à la recherche d'un dialogue]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und

Politik (SWP), *SWP-Aktuell* n° 34, mai 2014, 8 p. URL : http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2014A34_ilm.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

• MÜLLER Harald *et alii*, *Ein Mächtekonzert für das 21. Jahrhundert. Blaupause für eine von Großmächten getragene multilaterale Sicherheitsinstitution [Un concert des pouvoirs pour le XXI^e siècle. Plan d'action pour une institution multilatérale de sécurité portée par les grandes puissances]*, Francfort : Leibniz-Institut Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung (HSFK), *HSFK-Report* n° 1, 2014, 44 p. URL : <http://www.hsfk.de/fileadmin/downloads/report0114.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

• WITTERAUF Peter, *Das Transatlantische Freihandelsabkommen. Wo liegen die Chancen, was sind die Risiken? [Le traité de libre-échange transatlantique : chances et risques]*, Munich : Hanns-Seidel Stiftung (HSS), *Argumentation-Kompakt* 2/2014, avril 2014, 7 p. URL : http://www.hss.de/uploads/tx_ddceventsbrowser/Argu_kompakt_2_2014.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

KOFLER Bärbel *et alii*, *Voraussetzungen einer globalen Energietransformation, [Conditions pour une transition énergétique mondiale]*, Berlin : Friedrich Ebert Stiftung (FES), *Studie*, mai 2014, 70 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/iez/10751-20140514.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

Australie

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

• CONNERY David, SAMBHI Natalie et MCKENZIE Michael, *A Return on Investment: The Future of Police Cooperation between Australia and Indonesia*, Canberra : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), *Strategic Policing and Law Enforcement Program*, mars 2014, 20 p. URL : https://www.aspi.org.au/publications/a-return-on-investment-the-future-of-police-cooperation-between-australia-and-indonesia/SR67_Australia_Indon_police_coop.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

• SCHAEFFER David, « The Information Revolution and Foreign Intelligence Assessment: New Challenges for Australia », *Security Challenges*, hiver 2014, vol. 10, n° 1, p. 9-30, Kokoda Foundation (Kingston). URL : <http://www.securitychallenges.org.au/ArticlePDFs/SC%2010-1%20Schaefer.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

• HERSCOVITCH Benjamin, « Preserving Peace as China Rises I », *Foreign Policy Analysis* n° 9, mars 2014, 20 p., The Centre for Independent Studies (St Leonards). URL : <http://www.cis.org.au/images/stories/foreign-policy-analysis/fpa9.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

• JINGDONG Yuan, *A Rising Power Looks Down Under: Chinese Perspectives on Australia*, Canberra : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), *Strategy*, mars 2014, 44 p. URL : https://www.aspi.org.au/publications/a-rising-power-looks-down-under-chinese-perspectives-on-australia/Rising_Power_China.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

LEHANE Sinéad, *China's Water-Energy Nexus Challenge*, Perth : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, 6 mai 2014, 10 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI_SAP_Chinas_water_Energy_Nexus.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

KUMAR Vikas, *Climate Change and the future Governance of the Micro-Islands States of the Indian Ocean Region*, Perth : Future Directions International, *Associate Paper*, 17 avril 2014, 10 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/Associate%20Papers/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_Climate_Change_and_the_Future_of_the_Island_States_of_the_Indian_Ocean_Region.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

CHANNER Hayley, *Manufacturing Partners: Japan-South Korea Security Cooperation and Australia's Potential Role*, Canberra : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), *Strategic Insights* n° 69, mars 2014, 12 p. URL : https://www.aspi.org.au/publications/manufacturing-partners-japan-south-korea-security-cooperation-and-australias-potential-role/SI69Japan_ROK.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

Brésil

► RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

ASSUNÇÃO Fernando Cosme Rizzo (sous la dir. de), *Usos e aplicações de Terras Raras no Brasil: 2012-2030*, Brasília : CGEE (Centro de Gestão e Estudos Estratégicos), 2013, 258 p. URL : <http://www.cgee.org.br/atividades/redirect/8629>. Consulté le 15 juillet 2014

Chine

► RELATIONS INTERNATIONALES

KAO Cheng, « 中国崛起背景下的周边格局变化与战略调整 [L'ajustement de la stratégie chinoise envers l'Asie de l'Est] », *International Economic Review*, n° 2, mars 2014, p. 32-48, Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences (Pékin). URL : http://www.cssn.cn/jjx/xk/jjx_lljx/sjjjygjjx/201404/W020140421574516894775.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

MA Jingying, « 海洋外交的兴起:内涵、机制与趋势 [Le mécanisme et le développement de la diplomatie maritime] », *World Economics and Politics*, n° 4, avril 2014, p. 54-80, Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences (Pékin). URL : <http://ejournal.iwep.org.cn/upload/public/416.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

États-Unis

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

MEACHAM Carl *et alii*, *North American Regionalism: Can We Awaken the Sleeping Giant?*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS Americas Program), mai 2014, 22 p. URL : http://csis.org/files/publication/140505_Meacham_North_AmericanRegionalism_Web.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

HYMAN Gerald F., *Afghanistan after the Drawdown: U.S. Civilian Engagement in Afghanistan Post-2014*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS Hills Program on Governance), avril 2014, 104 p. URL : http://csis.org/files/publication/140407_Hyman_AfghanAfterDrawdown_WEB.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

• EBINGER Charles, BANKS John P. et SCHACKMANN Alisa, *Offshore Oil and Gas Governance in the Arctic: A Leadership Role for the U.S.*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Energy Security Initiative), Policy Brief, n° 14/01, mars 2014, 74 p. URL : <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2014/03/offshore%20oil%20gas%20governance%20arctic/Offshore%20Oil%20and%20Gas%20Governance%20web.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

• LADISLAW Sarah O., LEED Maren et WALTON Molly A. (sous la dir. de), *New Energy, New Geopolitics: Balancing Stability and Leverage*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS Energy and National Security Program et Harold Brown Chair in Defense Policy Studies), avril 2014, 64 p. URL : http://csis.org/files/publication/140514_Ladislaw_NewEnergyNewGeopolitics_REVISED.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

Inde

► RELATIONS INTERNATIONALES

KAPUR Vivek, *Stealth Technology and its Effect on Aerial Warfare*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), Monograph Series, n° 33, mars 2014, 106 p. URL : <http://idsa.in/system/files/monograph33.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

SCHUPPE Thomas Elmar, *Future of Natural Gas in India: Paving the Way to Benefit from Upside Risks of LNG Supply*, New Delhi : Observer Research Foundation (ORF), Issue Brief n° 67, février 2014, 16 p. URL : http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/issuebrief/attachments/issuebrief67_1393327129812.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

Royaume-Uni

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

COLE Jennifer et HAWKER Edward, *Emergency Services Communications: Resilience for the Twenty-First Century*, Londres / Lincoln : Royal United Services Institute (RUSI) / British APCO (Association of Public-Safety Communications Officials), *Occasional Paper*, mai 2014, 56 p. URL : https://www.rusi.org/downloads/assets/201405_OP_Emergency_Services_Communications.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

► RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

JONES Lindsey *et alii*, *Planning for an Uncertain Future: Promoting Adaptation to Climate Change through Flexible and Forward-looking Decision Making*, Londres : Overseas Development Institute (ODI), rapport pour l’Africa Climate Change Resilience Alliance (ACCRA), mars 2014, 106 p. URL : <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8851.pdf>. Consulté le 15 juillet 2014

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

PRETTY Jules *et alii*, *Foresight and African Agriculture: Innovations and Policy Opportunities*, Londres : Government Office for Science (Foresight), 3 avril 2014, 55 p. URL : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/300277/14-533-future-african-agriculture.pdf. Consulté le 15 juillet 2014 ■

FOCUS



Canada / Australie

RELATIONS INTERNATIONALES

Asie / Environnement géostratégique / Australie / Canada

Projet collaboratif réalisé Policy Horizons Canada (administration canadienne) et la Strategy and Delivery Division (services du Premier ministre australien) en préparation du sommet « Initiative de politique publique Canada-Australie (IPPCA) » • Méthode des scénarios • Horizon 2030 • Recommandations politiques

COLLECTIF, *L'Avenir de l'Asie. Forces de changement et surprises potentielles*, Ottawa / Canberra : Policy Horizons Canada / Strategy and Delivery Division Australia, avril 2014, 64 p. URL : http://www.horizons.gc.ca/sites/default/files/Publication-alt-format/version_pdf_0240_2.0mb_64pages_0.pdf. Consulté le 15 juillet 2014

Objectifs et résumé

La croissance démographique et économique ainsi que l'influence politique croissante des États laissent présager le caractère incontournable de l'Asie à l'horizon 2030. Pour des puissances moyennes telles que le Canada et l'Australie, toutes deux tournées vers l'Asie, il est indispensable de comprendre en profondeur les dynamiques potentielles. Cette étude a donc pour but d'identifier les surprises et les changements qui pourraient se produire en Asie au cours des 15 prochaines années. Sur cette base, l'objectif final est de favoriser un dialogue riche entre Australiens et Canadiens à l'occasion de l'initiative de politique publique Canada-Australie.

Méthode utilisée

La méthodologie employée suit le plan général de l'étude : hypothèses de départ, moteurs de changement, détails des scénarios élaborés et conséquences pour les politiques publiques.

Premièrement, l'équipe formule les hypothèses les plus couramment admises au sujet de l'Asie et de son évolution, au moyen d'entretiens avec des experts et d'un système de veille. Au terme du processus prospectif, les hypothèses seront réexaminées à la lumière des scénarios établis afin de déterminer si elles sont toujours valides ou si elles doivent être modifiées. On peut les résumer de la manière suivante : l'Asie sera le cœur de l'économie mondiale, engendrant un besoin en ressources naturelles croissant et une dégradation de l'environnement conséquente ; la pression démographique et la croissance économique augmenteront les pressions sociales, notamment pour la classe moyenne, sur un continent toujours plus urbanisé ; enfin la Chine aura supplanté les États-Unis en termes d'influence économique et politique dans une région stabilisée par les interdépendances économiques.

Pour établir les scénarios, l'équipe de recherche recense les enjeux actuels pouvant être moteurs de changement et susceptibles de produire des transformations au cours des 15 prochaines années. Les paramètres retenus sont les suivants : systèmes économiques,

systèmes sociaux, technologie, systèmes énergétiques et environnementaux, systèmes de sécurité, systèmes de gouvernance. Les scénarios constituent alors une manière systématique d'explorer un éventail d'avenirs possibles par l'étude des interactions entre les différents moteurs de changement. Pour chaque scénario retenu, l'étude détaille les évolutions de chaque paramètre et évoque les questions qu'elles suscitent pour le Canada et l'Australie.

Les conséquences pour l'Australie et le Canada sont évoquées par le biais d'interrogations correspondant à un ou plusieurs scénarios. Les implications pour les deux pays représentent des opportunités aussi bien que des défis, et sont regroupées par thématiques.

Données et informations à retenir

L'étude n'a pas pour ambition de proposer des futurs possibles avec différents niveaux de probabilité, mais plutôt d'inviter les dirigeants politiques à envisager les évolutions de l'Asie aux travers de quatre scénarios archétypaux.

► Scénario 1. Les grandes attentes déçues (lent déclin)

Les attentes concernant l'émergence économique de l'Asie sont rapidement remplacées par un ressentiment croissant en raison de la non-mise en œuvre des réformes politiques et sociales. L'adaptation des industries occidentales aux technologies comme la robotique et l'intelligence artificielle tend à réduire l'avantage manufacturier de l'Asie, entraînant un ralentissement économique. À mesure que la croissance des revenus diminue, les tensions sociales s'exacerbent et la classe moyenne subit la hausse des taux d'intérêt hypothécaires, entraînant l'éclatement de la bulle immobilière chinoise qui, couplée à l'endettement américain, déclenche une autre récession mondiale. Dans ce contexte économique précaire, la lutte pour le contrôle des ressources engendre un réarmement des États et signe la fin des processus d'intégration politique régionaux.

► Scénario 2. L'Asie s'en sort tant bien que mal (reprise ardue)

La croissance économique est en retard par rapport à la croissance démographique, permettant à la classe moyenne de se développer, mais moins rapidement que les classes inférieures. Un malaise social apparaît alors en raison des conditions de vie précaires, du chômage chez les jeunes et du vieillissement de la population. Les réponses gouvernementales à ces défis voient le jour mais sont encore incomplètes. Le bouquet énergétique tend à se diversifier et le recours au nucléaire permet de répondre à la demande du marché. La croissance démographique engendre un *stress* hydrique important et une surpêche qui exacerbent les tensions liées aux revendications territoriales.

► Scénario 3. La montée de l'Asie (progrès graduel)

Dans ce scénario, l'économie asiatique est prospère, les accords de libre-échange se développent et l'Asie se situe plus haut dans la chaîne de valeur mondiale, grâce au recours aux technologies émergentes. La classe moyenne devient de plus en plus importante et exerce une influence politique assez efficace pour répondre aux défis sociétaux. L'urbanisation croissante augmente cependant les inégalités avec le milieu rural. Les accords de libre circulation des biens et des personnes permettent des politiques migratoires plus souples pour lutter contre le phénomène de vieillissement des populations. Les revendications territoriales et l'accès aux ressources naturelles ne suscitent pas de tensions majeures car un conflit pourrait mettre en péril les gains sociaux et économiques. Les États-Unis restent la puissance militaire prédominante de la région.

► Scénario 4. L'Asie sort de la crise, forte de ses nouveaux réseaux (transformation)

L'automatisation, la robotisation et la dégradation environnementale ont mené à une crise socio-économique de grande ampleur. Les gouvernements se tournent alors vers des modèles de développement plus inclusifs. Les consommateurs en Asie commencent à adhérer à des valeurs de consommation restreinte, les villes (notamment en Chine) deviennent des centres d'innovation à l'image de la Silicon Valley. La libre circulation des personnes et l'attractivité du continent asiatique suscitent une immigration occidentale qualifiée. Le recours aux technologies permet de diminuer les dégradations de l'environnement, le *stress* hydrique et l'insécurité alimentaire. La coopération politique entre les États amène à une stabilisation des relations internationales. Les gouvernements investissent dans la sécurité non conventionnelle pour lutter contre la criminalité transnationale et améliorer la cybersécurité.

Conclusions et analyse critique

Les conclusions proposent plusieurs thématiques qui regroupent les interrogations pour la politique australienne et canadienne, notamment en matière d'innovation, de gestion des flux migratoires, de sécurité régionale, d'environnement et d'action diplomatique.

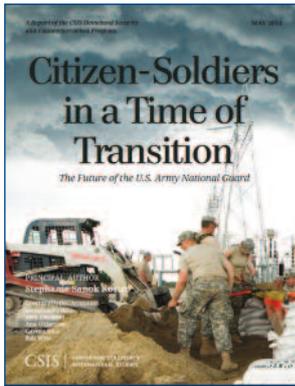
La dernière section du rapport revient sur les hypothèses de départ et donne lieu à des reformulations pour certaines :

- L'Asie sera le moteur de la croissance mondiale, cependant un risque de récession existe.
- L'Asie abritera la majeure partie de la classe moyenne mondiale, mais celle-ci aura un comportement différent de la classe moyenne occidentale.

Ou encore à de complètes remises en question :

- L'Asie ne renforcera pas forcément son action diplomatique dans les enceintes multilatérales existantes, les États chercheront plutôt à avoir une influence directe de par leur puissance économique.
- L'interdépendance économique pourrait, contrairement à l'idée reçue, ne pas permettre d'éviter les conflits. En effet, les différends territoriaux, dans un contexte de course aux ressources naturelles et de dépenses militaires importantes, pourraient engendrer des conflits frontaliers.
- L'essor de la Chine et le déclin des États-Unis sont à relativiser. L'influence politique, militaire et culturelle des États-Unis demeurera encore très forte.

Dans l'ensemble, les scénarios sont archétypaux et peu détaillés, certains pays sont évoqués dans des situations précises sans que l'on en connaisse les raisons exactes. Le rapport ne définit pas de(s) futur(s) probable(s) car l'objectif est de créer du débat sur les politiques australienne et canadienne au regard de ce qui s'annonce comme des grandes tendances. Le rapport ne présente pas d'hypothèse de rupture ou de scénarios très nuancés. ■



États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Garde nationale américaine / Rôle futur / Missions intérieures et extérieures / Cybersécurité

Rapport réalisé par le CSIS, société de conseil stratégique implantée à Washington, visant à renforcer l'influence des États-Unis • Avenir du rôle et des missions de la composante terrestre de la Garde nationale américaine • Pas de méthode prospective spécifique • Recommandations politiques

SANOK KOSTRO Stephanie (sous la dir. de), *Citizen-Soldiers in a Time of Transition: The Future of the U.S. Army National Guard*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS Homeland Security and Counterterrorism Program), mai 2014, 74 p. URL : http://csis.org/files/publication/140425_Kostro_CitizenSoldiers_WEB.pdf. Consulté le 16 juillet 2014

Objectifs et résumé

Ce rapport fournit aux décideurs des réflexions et recommandations afin d'aider à anticiper les futures responsabilités de la Garde nationale de l'armée de terre. Rappelons que la Garde nationale, qui comprend une composante terrestre et une composante aérienne, constitue la force de réserve principale des États-Unis. La composante terrestre rassemble 358 000 hommes et femmes.

L'étude traite des principaux débats concernant les rôles et missions de la Garde nationale, ainsi que de son intégration en tant que composante active (opérationnelle) de la réserve américaine.

Le rapport met en lumière différentes perspectives de long terme, ainsi que l'évolution de la relation entre les composantes actives (AC) et de réserve (RC) — l'AC comprend les personnels de la Garde nationale exerçant à plein temps. Il explore également les rôles de la Garde nationale de l'armée de terre dans différents types de mission, sur le territoire national comme en déploiement extérieur, dans la mise en place de partenariats (*Building Partnership Capacity*) comme dans le domaine, d'une importance croissante, de la cybersécurité. Enfin, ce rapport apporte aux décideurs politiques des éclaircissements et des recommandations décrivant les potentielles futures responsabilités de la Garde nationale de l'armée de terre.

Méthode utilisée

Le rapport ne repose pas sur une méthode prospective spécifique. Le CSIS a conduit des recherches en se fondant sur des sources ouvertes et des entretiens, qui ont été suivies de tables rondes sur des sujets plus théoriques également relatifs à la Garde nationale que sont :

- les principes et les leviers,
- la cybersécurité,
- le renforcement des capacités des partenaires,
- les missions à l'étranger,
- les missions nationales et de défense du territoire.

Les participants aux tables rondes comprenaient des membres de la Garde nationale, de la réserve ou des services actifs, des responsables de l'exécutif, des membres du Congrès, des experts, des industriels et des universitaires.

Pour plus de profondeur dans le rapport, le CSIS a tenu des entretiens sous couvert d'anonymat avec des responsables et membres du département de la Défense, de celui de la Sécurité intérieure, du département d'État, et d'autres parties prenantes concernées. Cependant, un faible nombre de personnes a accepté de participer aux entretiens.

Enfin, le but de cette étude est d'aider les responsables à prendre des décisions éclairées concernant le dimensionnement des forces et leur structure, ainsi que leurs rôles et missions.

Données et informations à retenir

Le futur de la Garde nationale de l'armée de terre va se jouer sur différents plans. Les facteurs clés, tels que les contraintes de ressources ou encore l'évolution des défis de sécurité, posent une série de questions sur son avenir et son rôle dans la défense nationale, et dans les opérations de sécurité intérieure.

► **Les débats en cours sur les rôles et missions de la Garde nationale** : il ressort des débats une première information, l'augmentation des tensions entre les membres de l'AC et ceux de la RC. Les échanges ont porté en priorité sur les implications budgétaires, ainsi que sur leur impact sur la force et la taille de la structure, plutôt que sur la définition des futurs objectifs de l'armée de terre, de ses missions, de ses besoins et de ses priorités.

Il en ressort également qu'il n'y a pas d'accord sur le niveau d'intégration à adopter entre les différentes composantes, que ce soit armée de terre proprement dite, AC ou RC. Il n'y a pas non plus de modèle commun en ce qui concerne les coûts des différentes composantes.

Enfin, il existe un désaccord significatif sur la manière de comparer les niveaux de préparation et les jours d'entraînement de l'AC et de la RC.

► **Le rôle de la Garde nationale dans les missions internes** : les tensions portant sur l'invocation du Titre 32 du code des États-Unis, qui souligne le rôle de la Garde nationale, restent un potentiel problème entre les États et les différents services du gouvernement fédéral. De plus, l'équilibre entre les missions de la Garde nationale sur le territoire national et à l'étranger est flexible.

Le Congrès a, lui, apporté son soutien au renforcement des compétences de la Garde nationale, notamment le nouveau commandement dual qui a amélioré l'intégration des opérations au niveau étatique et fédéral.

► **Le rôle de la Garde nationale dans le renforcement des capacités de ses partenaires** : Le programme de partenariat de la Garde nationale (SPP, *State Partnership Program*) devrait rester un outil fiable pour mettre en place des partenariats à l'étranger.

Il est à noter que la Garde nationale est en train de prendre des mesures pour incorporer de nouveaux partenaires en Asie-Pacifique et en Afrique au sein du SPP. Cependant, une trop forte expansion de ce dernier pourrait soulever des difficultés.

Il est important de souligner que la Garde nationale apporte des capacités uniques à la *Building Partnership Capacity* (BPC), qui ne pourraient être aisément reproduites par d'autres services.

Le SPP peut compléter les plans de BPC des autres agences fédérales mais, alors que ces efforts sont déjà étendus à l'Asie-Pacifique et l'Afrique, ils vont également nécessiter une meilleure coordination.

► **Le rôle de la Garde nationale à l'étranger** : la solution pour l'utilisation des forces de la Garde nationale en temps de paix à l'étranger pourrait être la participation à des missions de longue durée, leur permettant ainsi d'acquérir une véritable expérience opérationnelle.

Ces forces peuvent apporter des spécialités et compétences qui pourraient s'avérer utiles dans plusieurs cas de figure à l'étranger, tels que la recherche d'armes de destruction massive.

► **Le rôle de la Garde nationale dans la cybersécurité** : l'importante dynamique inter-agences dans le cadre d'opérations cyber et entre autorités cyber met en lumière l'importance du développement et de la mise en œuvre de mécanismes de coordination, afin d'éviter les doublons. Ainsi, la Garde nationale développe des capacités cyber, mais les illustrations dans ce domaine restent anecdotiques et ne sont pas suivies de manière formelle pour le moment.

Au regard de l'urgence posée par les menaces cybernétiques, les organisations comme le Cyber Command de l'armée de terre américaine posent dès maintenant les bases d'une structure cyber et d'un processus de recrutement. L'apport de la Garde nationale et des forces de réserve a été relativement limité jusqu'à présent, du fait des courts délais.

Conclusions et analyse critique

Ce document, très technique, illustre les tensions au plus haut niveau de l'État américain engendrées par les restrictions budgétaires. Autrefois engagées en Afghanistan et en Irak, les forces de la Garde nationale doivent retrouver leur place dans un nouveau contexte international, et définir une position dans le cadre d'une concurrence accrue entre les différentes composantes des forces armées américaines.

Le rapport se limite essentiellement à une analyse de faits qui sert ensuite à formuler des recommandations. On regrettera donc l'absence d'un effort de prospective sur des engagements futurs d'une force de réserve, alors que les situations où elle pourrait être employée sont nombreuses, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. On pensera par exemple, concernant l'intérieur, à une pandémie, à un afflux massif de migrants venus du Mexique ou aux catastrophes naturelles dont le nombre et l'ampleur semblent s'intensifier en raison du changement climatique. S'agissant de l'extérieur, outre les partenariats, il aurait été intéressant d'évaluer les risques de conflits de moyenne / haute intensité où la Garde nationale pourrait jouer un rôle majeur. L'étude du futur semble principalement limitée à affirmer que l'Asie-Pacifique et l'Afrique devraient être privilégiées dans les partenariats à mettre en place, ce qui indique que ces deux régions sont perçues comme sources de tensions à venir. Enfin, le rapport prend en compte certaines évolutions dans le domaine des conflits, comme la cybersécurité. ■



États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Russie / États-Unis / Scénarios / Géopolitique

Étude du SSI, le centre d'études stratégiques de l'Army War College des États-Unis • Identification de tendances et construction de scénarios • Horizon 2025 • Recommandations politiques

KRICKUS Richard J., *Russia after Putin*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), 2014, 132 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1200>. Consulté le 17 juillet 2014

Objectifs et résumé

Ce rapport vise à imaginer l'avenir de la Russie avec ou sans son dirigeant actuel, Vladimir Poutine, et les implications en découlant pour la communauté internationale, notamment les États-Unis. Précision majeure : il a été rédigé fin 2013, donc avant la crise ukrainienne, ce qui limite en partie sa pertinence (voir la partie « Conclusions et analyse critique »).

L'auteur, le professeur Richard J. Krickus, est spécialiste de la Russie et des pays d'Europe de l'Est. Selon lui, la Russie doit toujours faire l'objet d'une attention particulière de la part des États-Unis parce que, selon ses termes, c'est le seul pays capable de détruire les États-Unis dans un conflit nucléaire, parce qu'il dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, compte plus de 140 millions d'habitants et possède de nombreuses ressources naturelles.

Il imagine quatre scénarios pour la Russie après le départ de Vladimir Poutine, et leurs implications pour les États-Unis à l'horizon 2025.

Méthode utilisée

La méthode utilisée pour construire les scénarios n'est pas détaillée. Il s'agit principalement d'une analyse personnelle de l'auteur reposant sur ses connaissances de la Russie, notamment de son système politique, et de ses relations avec les États-Unis, l'Europe et les pays de l'ancienne Union soviétique. De fait, les « scénarios » proposés ne sont pas totalement prospectifs, et sont même en partie rétrospectifs.

Données et informations à retenir

Vladimir Poutine est à la tête de l'État russe, directement ou indirectement, depuis 1999, en tant que président du gouvernement (1999-2000 puis 2008-2012) ou président de la fédération de Russie (2000-2008 et depuis 2012). Depuis, il a réussi à restaurer le pouvoir de l'État russe et à dynamiser son économie, notamment grâce aux exportations de gaz et de pétrole. La classe moyenne s'est développée et de nombreux emplois ont été créés dans tout le pays. Vladimir Poutine a ainsi progressivement acquis une grande popularité au sein de son pays, mais au prix d'une stratégie d'affirmation de ce qu'il a lui-même nommé la « verticale du pouvoir », synonyme, selon de nombreux analystes, d'autoritarisme. Pourtant, les manifestations qui ont éclaté à l'hiver 2011-2012 à Moscou et Saint-Pétersbourg ont révélé que la classe moyenne urbaine russe était de plus en plus hostile à la verticale

du pouvoir instaurée par Vladimir Poutine. Ses opposants l'accusaient notamment de monopoliser le pouvoir politique et de ne pas préparer le pays à l'après-pétrole et à la concurrence économique internationale.

Pourtant, ces contestations n'ont pas suffi à altérer la popularité de Vladimir Poutine et ont été rapidement étouffées et réprimées. Le dirigeant russe cherche depuis à réaffirmer la puissance du pays à l'international, en exploitant le sentiment anti-américain et en étendant son influence dans les pays de l'ancienne Union soviétique. Il a notamment accru la dépendance énergétique de pays comme l'Ukraine et l'Arménie.

Afin d'envisager l'avenir politique de la Russie, l'auteur imagine quatre scénarios : un tendanciel, dans lequel le système politique mis en place par Vladimir Poutine est maintenu, et trois scénarios de rupture, qui entraînent son départ. Chaque scénario analyse les évolutions internes à la Russie et celles liées à sa politique extérieure.

► Scénario 1. *Statu quo*

Les conditions économiques et politiques russes sont telles que la verticale du pouvoir se maintient, même après le départ de Vladimir Poutine. La priorité de la Russie reste d'accroître son influence sur les pays de l'ex-Union soviétique, et de les éloigner toujours plus de l'Europe et des États-Unis. En particulier, la mainmise russe se renforce sur l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Cependant, Vladimir Poutine pourrait coopérer avec l'Occident dans certains domaines d'intérêt partagé comme la prolifération nucléaire ou le terrorisme islamique. Ce scénario peut se poursuivre même si Vladimir Poutine quitte le pouvoir.

► Scénario 2. *La voie occidentale vers le développement*

Le déclin économique de la Russie et les pressions des progressistes du Kremlin, ainsi que les attentes démocratiques de la population et des dirigeants d'entreprise, poussent Vladimir Poutine à quitter le pouvoir. Cette rupture est précipitée par le fait que les États-Unis deviennent le premier exportateur mondial de gaz naturel, alors que le Canada augmente ses exportations de pétrole, faisant perdre aux exportations russes d'hydrocarbures leur compétitivité. Les bénéfices de Gazprom s'effondrent, alors qu'ils représentaient près de 10 % du produit intérieur brut russe et 20 % du budget de l'État dans les années 2000. Parallèlement, les investisseurs sont de plus en plus réticents à financer des projets dans une économie qu'ils jugent corrompue et archaïque. La baisse des revenus du travail et de la redistribution entraîne des protestations et de nouvelles alliances entre les opposants, jusqu'à provoquer la chute du gouvernement. Il en résulte une ouverture progressive du système politique, économique et social russe.

► Scénario 3. *Staline édulcoré (Stalin Lite)*

Les extrémistes Siloviki (services de sécurité) considèrent que Vladimir Poutine ne va pas assez loin dans sa lutte contre les opposants en Russie. Un nouveau gouvernement est élu, qui met en place un nouveau système au nom de « l'urgence nationale », baptisé par certains observateurs *Stalin Lite*, apparenté à un État policier.

La répression contre les opposants au pouvoir s'accroît, certains quittent le pays, d'autres sont arrêtés, la liberté de la presse est de plus en plus restreinte. Les conflits et les actes de violence se multiplient partout en Russie, en réponse à la baisse des revenus et des pensions de retraite, conséquence de la diminution des recettes issues des exportations d'hydrocarbures.

À l'extérieur, le Kremlin renforce son emprise sur l'Azerbaïdjan, les pays baltes, l'Ukraine et la Géorgie. Les relations Est-Ouest se refroidissent considérablement, au point de s'apparenter à une nouvelle guerre froide. Moscou accroît ses dépenses et ses équipements militaires, mais est conscient de la ligne rouge à ne pas franchir pour éviter un conflit ouvert.

► Scénario 4. Le chaos

Dans ce scénario aussi, les recettes issues des exportations de pétrole et de gaz diminuent drastiquement, la croissance économique s'effondre. Par ailleurs, la menace du déclin démographique se confirme, à cause de la baisse du taux de fécondité russe. Les divisions se multiplient au sein même du Kremlin, alors qu'à l'extérieur, des opposants à Vladimir Poutine se structurent autour d'acteurs religieux, ethniques, etc. Le pays est divisé, la police et l'armée, victimes de restrictions budgétaires, sont incapables de rétablir l'ordre et certains de leurs membres rejoignent les groupes dissidents. La verticale du pouvoir s'effondre en même temps que l'économie russe. La situation globale du pays se dégrade fortement et peut menacer à tout moment l'équilibre international. Selon l'auteur, dans un tel contexte, l'action des États-Unis peut devenir déterminante pour la sécurité de la région.

Selon Richard Krickus, ces scénarios n'ont pas tous la même probabilité d'occurrence : alors que le *Stalin Lite* semble déjà en cours, la dérive vers le chaos apparaît pour l'instant très peu probable. Ils auraient des implications différentes pour la Russie et la communauté internationale, en particulier pour les relations du pays avec les États-Unis : coopération en matière de terrorisme, lutte contre la prolifération nucléaire et résolution des conflits (Syrie). L'auteur considère qu'en dépit des obstacles actuels, Moscou et Washington doivent renforcer leur coopération et tout faire pour résoudre la crise syrienne. Une analyse qui semble aujourd'hui bien optimiste compte tenu des tensions actuelles entre les deux pays au sujet de l'Ukraine.

Conclusions et analyse critique

Selon l'auteur, les quatre scénarios rappellent que l'économie russe sera de plus en plus fragilisée, dans les années à venir, par sa dépendance envers les exportations de matières premières (notamment énergétiques). Les revenus issus de ces exportations risquent en effet de diminuer et les mesures prises pour diversifier les activités économiques sont pour l'instant très limitées. Le pays pourrait aussi souffrir d'une baisse des investissements nationaux et étrangers en réponse à la corruption et au manque de régulation.

L'auteur considère que l'évolution de la crise syrienne aura des impacts majeurs sur les relations russo-américaines. Il estime aussi que la Russie devrait rejoindre l'OTAN afin de renforcer ses relations avec l'Occident et de contribuer au maintien de la sécurité internationale, notamment en Occident.

Deux critiques principales peuvent être faites à cette étude. D'une part, l'auteur est ouvertement hostile à Vladimir Poutine, ce qui peut altérer la légitimité de son analyse, qui relève parfois plus du procès à charge que de l'analyse objective. Les scénarios sont parfois moins des récits prospectifs de ce qui pourrait se passer que des analyses critiques (voire caricaturales) de la politique intérieure et internationale de la Russie.

D'autre part, comme mentionné précédemment, le rapport a été rédigé avant le début de la crise en Ukraine, qui a entraîné une dégradation rapide des relations entre la Russie et

les États-Unis. Certaines des analyses proposées sont donc déjà en partie datées, même si le scénario *Stalin Lite*, qui envisage justement un renforcement de la mainmise russe sur l'Ukraine, apparaît de fait comme le plus plausible aujourd'hui. ■

Pourquoi un Observatoire de la prospective internationale de défense ?

À l'image des rapports de prospective géostratégique et géopolitique réalisés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) au cours des dernières années, nombre de ministères de la Défense étrangers élaborent et publient des analyses de référence à caractère prospectif et géostratégique. Concentrées jusqu'à présent dans les pays anglo-saxons, ces approches ont connu un relatif essor au cours des dernières années au sein d'autres pays occidentaux et émergents.

Au-delà de cette approche institutionnelle, les acteurs privés (instituts de recherche) et publics (universités, etc.) produisent régulièrement, par eux-mêmes, un corpus de travaux prospectifs intéressant directement ou indirectement la défense. Ils représentent une source ouverte d'information dense et de qualité, dont les points de convergence avec les travaux institutionnels peuvent être par ailleurs importants.

Pour identifier ces travaux, la DAS a créé un observatoire en charge du suivi des études internationales de nature prospective intéressant la défense à un horizon de 10 à 30 ans. Cet observatoire donne lieu à une veille sur les travaux de prospective issus de neuf pays (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni). Des rapports trimestriels rendent compte des principaux documents identifiés ; certains d'entre eux font l'objet d'une analyse plus approfondie. Six notes d'analyse thématiques annuelles complètent les travaux de l'observatoire.

La création et les activités de cet observatoire ont été confiées à un consortium réunissant la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Futuribles.

Qu'est-ce que la prospective ?

Démarche d'anticipation, la prospective n'a pas pour autant comme ambition de prédire l'avenir. Elle se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision.

Le terme « prospective » peut recouvrir différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, à l'expression de visions plus ou moins structurées et argumentées. Quelle que soit leur méthodologie, les démarches prospectives dont il est rendu compte dans le cadre de cet observatoire ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies des acteurs non étatiques.

Les rapports trimestriels de l'Observatoire de la prospective internationale de défense sont publiés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

Comité de rédaction : Matthieu Anquez (CEIS), Robert Chaouad (IRIS), François de Jouvenel (Futuribles) et Jean-Pierre Maulny (IRIS)

Conception graphique et secrétariat de rédaction : Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© DAS, 2014 - Publié le 18 juillet 2014

Informations - contact : Nicolas Bronard, DAS, ministère français de la Défense
E-mail nicolas.bronard@defense.gouv.fr